



ADIUT

Association

10 BOULEVARD DE BONNE NOUVELLE
75 010 PARIS

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024



Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de l'Association ADIUT,

I- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ADIUT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

II- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



III- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association ADIUT à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.



VI- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;





- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SAINT ETIENNE, le 12 mai 2025

Le Commissaire aux comptes

SARL LAURENCE.CROPPI


LAURENCE RABOISSON CROPPI

ACTIF		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles	10 800,00	10 800,00	0,00	0,00
	Frais d'établissement			0,00	0,00
	Frais de recherche et de développement			0,00	0,00
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	10 800,00	10 800,00	0,00	0,00
	Autres			0,00	0,00
	Immobilisations incorporelles en cours			0,00	0,00
	Avances et acomptes			0,00	0,00
	Immobilisations corporelles	1 784 233,59	137 998,93	1 646 234,66	1 718 308,77
	Terrains	147 500,00		147 500,00	147 500,00
	Constructions	1 327 500,00	80 013,70	1 247 486,30	1 300 586,30
	Installations techniques, matériels, et outillage industriels			0,00	0,00
	Autres	309 233,59	57 985,23	251 248,36	270 222,47
	Immobilisations corporelles en cours			0,00	0,00
	Avances et acomptes			0,00	0,00
	Immobilisations financières	53 949,00	0,00	53 949,00	52 341,00
	Participations			0,00	0,00
	Créances rattachées à des participations			0,00	0,00
	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille			0,00	0,00
	Autres titres immobilisés	53 949,00		53 949,00	52 341,00
	Prêts			0,00	0,00
	Autres			0,00	0,00
	Total I	1 848 982,59	148 798,93	1 700 183,66	1 770 649,77
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Créances	412 137,68	9 800,00	402 337,68	337 425,74
	Créances clients et comptes rattachés	409 895,17	9 800,00	400 095,17	245 715,28
	Autres	2 242,51	0,00	2 242,51	91 710,46
	Valeurs mobilières de placement	400 000,00	0,00	400 000,00	96 813,69
	Autres titres	400 000,00	0,00	400 000,00	96 813,69
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	647 038,56		647 038,56	751 215,43
	Charges constatées d'avance	30 183,73		30 183,73	36 734,55
	Total II	1 489 359,97	9 800,00	1 479 559,97	1 222 189,41
Comptes de régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Ecarts de conversion Actif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 338 342,56	158 598,93	3 179 743,63	2 992 839,18

6

PASSIF		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres associatifs sans droit de reprise :		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	1 190 623,55	1 190 623,55
	Fonds propres associatifs avec droit de reprise :		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves :		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres		
	Report à nouveau	1 108 726,59	1 208 594,48
	Résultat de l'exercice [Excédent ou Déficit]	-404 965,00	-99 867,89
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total I	1 894 385,14	2 299 350,14
FONDS DEDIES	Fonds reportés liés aux leg ou donations		
	Fonds dédiés		
	Total II	0,00	0,00
PROVISIONS	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	36 614,00	41 361,00
	Total III	36 614,00	41 361,00
DETTES	DETTES		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès établissements de crédits	253,61	124,58
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	160 667,79	189 301,10
	Dettes fiscales et sociales	88 968,45	85 052,98
	Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
	Autres dettes	520 614,32	127 718,06
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	478 240,32	249 931,32
	TOTAL IV	1 248 744,49	652 128,04
	Ecart de conversion passif (V)		
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 179 743,63	2 992 839,18

h

Compte de résultat

31/12/2024

31/12/2023

Produits d'exploitation			
Colisations		1 080,00	1 080,00
Ventes de biens et services		0,00	0,00
Ventes de prestations de service		482 474,89	464 048,69
Subventions d'exploitation		623 575,37	901 489,14
Ressources liés à la générosité du public		20 270,74	17 500,00
Reprise dépréciations et amortissements		4 747,00	0,00
Transfert de charge		9 940,54	8 200,69
Autres produits		54 820,15	49 564,36
Total des produits d'exploitation (I)		1 196 908,69	1 441 882,88
Charges d'exploitation			
Achats de marchandise (y compris droits de douane)		0,00	0,00
Variation de stock de marchandises		0,00	0,00
Autres achats et charges externes		932 761,81	962 859,94
Impôts, taxes et versements assimilés		15 438,54	120 716,39
Salaires et traitements		368 066,92	355 826,87
Charges sociales		153 368,72	157 180,14
Dotations d'exploitation			
Sur Immobilisations			
Dotation aux amortissements		85 585,30	55 686,43
Dotation aux dépréciations		0,00	0,00
Sur actif circulant			
Dotation aux dépréciations		9 800,00	0,00
Pour risques et charges			
Dotation aux provisions		0,00	2 811,00
Autres charges		53 024,27	59 001,46
Total des charges d'exploitations (II)		1 618 045,56	1 714 082,23
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		-421 136,87	-272 199,35
Produits financiers			
De participation		0,00	0,00
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés		18 066,05	2 529,88
Reprises sur dépréciation et transferts de charges		3 186,31	4 544,53
Différences positives de change		0,00	0,00
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00
Total des produits financiers (III)		21 252,36	7 074,41
Charges financières			
Dotations financières aux amortissements et dépréciations		0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées		0,00	1 545,75
Différences négatives de change		0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00
Total des charges financières (IV)		0,00	1 545,75
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)		21 252,36	5 528,66
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV)		-399 884,51	-266 670,69
Produits exceptionnels			
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		0,00	11 000,00
Produits exceptionnels sur opérations en capital		200,70	900 000,00
Reprises sur dépréciations et transferts de charges		0,00	0,00
Total des produits exceptionnels (V)		200,70	911 000,00
Charges exceptionnelles			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		3 490,19	1 378,65
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		0,00	740 907,55
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions		0,00	0,00
Total des charges exceptionnelles (VI)		3 490,19	742 286,20
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		-3 289,49	168 713,80
Participation des salariés (VII)		0,00	0,00
Impôts sur les sociétés (VIII)		1 791,00	1 911,00
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		1 218 361,75	2 359 957,29
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		1 623 326,75	2 459 825,18
5 - EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)		-404 965,00	-99 867,89

u

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'année 2024 a permis la mise en œuvre concrète des changements annoncés au dernier trimestre 2023 pour l'association, notamment en termes de politique numérique : la migration de serveurs de l'ADIUT, historiquement à l'université de Limoges, a été menée à son terme, pour une rationalisation en termes de dépenses énergétiques et une véritable souveraineté. Pour le numérique pédagogique, la cheffe de service IUT en Ligne a pris ses fonctions au 1^{er} février 2024, ce qui a permis la rénovation de programmes phares comme GACO@distance et Réussir avec les IUT, désormais hébergés auprès de partenaires dédiés, la mise en route du programme Décarbochim (AMI CMA France 2030, en partenariat avec France Chimie et la fédération Gay Lussac), ainsi qu'un rapprochement nécessaire avec les autres Universités Numériques Thématiques au sein de l'association Université Numériques.

L'activité des commissions et des vice-présidences a été riche avec plus d'une dizaine d'événements organisés dans le réseau des IUT, mis en valeur sur les réseaux sociaux par une nouvelle chargée de communication (arrivée en janvier 2024) qui a réalisé des vidéos supports pour la plupart d'entre eux.

Un nouveau groupe de travail a été créé au sein de la vice-présidence Orientation et Pédagogie autour des responsables de scolarité, qui rencontre un grand succès et indique qu'il y avait un vrai besoin.

Concernant les projets associatifs à l'international, plusieurs faits marquants sont à noter en 2024.

Un travail a été mené sur la sécurisation du financement des activités de suivi et de tutorat, par l'augmentation des frais facturés aux nouveaux partenaires, grâce à la professionnalisation de nos services. L'ADIUT offre désormais un suivi renforcé.

Les programmes de mobilité ont été artificiellement soutenus par un programme de 40 étudiants angolais arrivés à l'été 2024 qui n'était initialement pas prévu. En tendance, ces programmes de mobilité étudiante entrante deviennent minoritaires dans l'activité au profit des programmes d'ingénierie éducative.

Par ailleurs, même si l'activité d'ingénierie avec la Tunisie, longtemps annoncée comme soutenue, a mis du temps à trouver son rythme de croisière, elle augmente maintenant régulièrement pour dépasser les 100.000 EUR d'activités facturées en 2024. C'est également le cas des programmes menés avec les universités dites « franco-x », notamment au Sénégal.

En revanche, le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche n'a pas versé la subvention qui nous était jusque-là allouée pour un montant de 205.000 EUR. Cela nous a obligé à suspendre certaines de nos activités, notamment en ce qui concerne la représentation, qui étaient uniquement financées par cette subvention.

Cette suppression de subvention, annoncée seulement en avril 2024 et confirmée en septembre 2024, a provoqué un déséquilibre budgétaire réel au niveau de toute l'association, car son montant avait été inscrit au budget prévisionnel et finançait également une partie des frais de fonctionnement et des salaires du service relations internationales.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

En toute fin d'année 2024, l'assemblée générale de l'ADIUT a voté l'augmentation de la participation annuelle des IUT, passant de 3,50 EUR à 4 EUR par étudiant. Le budget prévisionnel 2025 est donc construit sur une assise de participation plus importante, ce qui répond en partie à la perte de la subvention du ministère pour les activités du service des relations internationales. Par ailleurs, l'assemblée générale du 13 décembre 2024 a également voté un changement statutaire qui instaure un délai entre l'élection d'un nouveau conseil d'administration (au mois de mai tous les deux ans) et sa prise de fonctions (le 1^{er} septembre suivant) : cela permettra une période de transition et de transmission des dossiers avec l'équipe sortante. La prochaine élection est prévue le 22 mai 2025.



L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Présentation de l'association

L'Assemblée des directeurs d'IUT (ADIUT) est une association loi 1901 pour but de fédérer, à travers les directeurs qui les représentent, les Instituts Universitaires de Technologie (IUT), de prolonger les missions de service public qui leur incombent et de les représenter.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des Immobilisations

	Valeur brute	Augmentations		Diminutions		Valeur brute	Réévaluation
	début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions	Poste à Poste	Cessions	en fin d'exercice	Valeur d'origine fin exercice
Autres postes d'immobilisations incorporelles	10 800					10 800	10 800
TOTAL	10 800	0	0	0	0	10 800	10 800
Terrains	147 500					147 500	147 500
Constructions sur sol propre	1 327 500					1 327 500	1 327 500
Installations générales agencements aménagements divers	171 335					171 335	171 335
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	133 720		13 511		9 333	137 899	137 899
TOTAL	1 780 055	0	13 511	0	9 333	1 784 234	1 784 234
Autres titres immobilisés	52 341		1 608			53 949	53 949
TOTAL	52 341	0	1 608	0	0	53 949	53 949
TOTAL GENERAL	1 843 196	0	15 119	0	9 333	1 848 983	1 848 983

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres postes d'immobilisations incorporelles	10 800			10 800
TOTAL	10 800	0	0	10 800
Constructions sur sol propre	26 914	53 100		80 014
Installations générales agencements aménagements divers	3 350	17 313		20 664
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	31 482	15 172	9 333	37 322
TOTAL	61 746	85 585	9 333	137 999
TOTAL GENERAL	72 546	85 585	9 333	148 799

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres postes d'immobilisations incorporelles					
TOTAL	0	0	0	0	0
Constructions sur sol propre	53 100				
Installations générales agencements aménagements divers	17 313				
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	15 172				
TOTAL	85 585	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	85 585	0	0	0	0

6

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

Variation des Fonds Propres	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 190 624				1 190 624
Report à nouveau	1 208 594	-99 868			1 108 727
Excédent ou déficit de l'exercice	-99 868	99 868		-404 965	-404 965
Situation nette	2 299 350	0	0	-404 965	1 894 385
TOTAL I	2 299 350	0		-404 965	1 894 385

W

Tableau de variation des fonds propres - générosité du public
ANC 2018-06 : Art. 432-22

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise	1 190 624							1 190 624
Report à nouveau	1 208 594	-99 868						1 108 727
Excédent ou déficit de l'exercice	-99 868	99 868				-404 965		-404 965
TOTAL	2 299 350	0	0	0	0	-404 965	0	1 894 385

Tableau de variation des fonds dédiés
ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

Néant

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	41 361			4 747	36 614
TOTAL	41 361	0	0	4 747	36 614

Provisions pour dépréciations	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour dépréciation	3 186			3 186	0
Provision dépréciation comptes clients		9 800			9 800
TOTAL	3 186	9 800	0	3 186	9 800
TOTAL GENERAL	44 547	9 800	0	7 933	46 414
Dont dotations et reprises d'exploitation financières		9 800		4 747 3 186	

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	409 895	400 095	9 800
Débiteurs divers	366	366	
Charges constatées d'avance	30 184	30 184	
TOTAL	440 445	430 645	9 800

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	254	254		
Fournisseurs et comptes rattachés	160 668	160 668		
Personnel et comptes rattachés	36 445	36 445		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	36 442	36 442		
Impôts sur les bénéfices	3 702	3 702		
Autres impôts taxes et assimilés	10 502	10 502		
Autres dettes	520 614	520 614		
Produits constatés d'avance	478 240	478 240		
TOTAL	1 246 867	1 246 867	0	0

Variation des fonds propres

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

W

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés (FAE)	180 106
Autres créances (IJSS à recevoir)	87
Intérêts courus à recevoir	6 660
TOTAL	186 853

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan 2024	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	253,61
Dettes fournisseurs et comptes ratachés (FNP)	27 221
Dettes fiscales et sociales	50 735
TOTAL	78 209

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	30 184
TOTAL	30 184
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	478 240
TOTAL	478 240

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements en matière de pensions	36 614
Total (1)	36 614

Engagements reçus

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite comptabilisée au 31/12/2024.

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	
55 à 59 ans	6 à 10 ans	
45 à 54 ans	11 à 20 ans	30 732
35 à 44 ans	21 à 30 ans	5 882
moins de 35 ans	plus de 30 ans	
Engagement total		36 614

Hypothèses de calculs retenues

- * Départ à la retraite est prévu, sauf dérogation individuelle, à l'âge de 64 ans.
- * Turn-over faible.
- * Taux d'actualisation de **3,38 %** inflation comprise.

a